

DÉCLARATION FORCE OUVRIÈRE

Mesdames, Messieurs
Chères, chers Collègues,
Chères et chers Camarades

Aujourd'hui notre Conseil d'administration est saisi d'une question cruciale pour nos retraités. Il est proposé au Conseil d'administration, d'adopter des mesures drastiques envers les retraités les plus fragiles, afin que le budget contraint du fonds d'action sociale soit à l'équilibre.

Pour Force Ouvrière, si le besoin de l'amélioration des considérations techniques semble nécessaire, la situation relève avant tout de problématiques politiques contingentées.

En premier lieu, celle du moment choisi pour ouvrir ce débat. Le contexte économique actuel avec l'augmentation des carburants, de l'électricité, des produits alimentaires pèse sur les salariés, agents publics et les retraités

Ensuite, celle des politiques publiques menées par les gouvernements successifs en général et celui au pouvoir actuellement. C'est pourquoi, Force Ouvrière considère que la situation financière du FAS relève bien de la responsabilité du gouvernement.

- Le pillage de la caisse par la contribution du régime de compensation-vieillesse inter-régime a des conséquences, par ruissellement, sur ceux qui sont le plus dans le besoin.
- Nous ne pouvons que constater que la politique salariale conduite dans la fonction publique depuis de nombreuses années est désastreuse, car elle prive la caisse de ressources supplémentaires et conduit à une baisse des pensions des retraités.
- La convention d'objectifs et de gestion démontre toutes les limites de l'exercice et ne permet aucune adaptation face à un contexte économique et social inhumain et pour le moins incertain dans la durée.

En conséquence, soit le gouvernement ajuste le budget du FAS et contribue à hauteur de 15 millions d'euros pour répondre aux demandes et aux besoins des plus précaires, soit il portera la responsabilité des conséquences de mesures qui excluront des milliers de pensionnés pour lesquels les aides représentent une bouée de sauvetage pour survivre.

A Force Ouvrière nous refusons que le « quoi qu'il en coûte » prononcé par le Président de la République se transforme « en quoi qu'il en coûte » pour nos retraités qui sont le plus dans le besoin et qu'ils paient la facture des milliards d'euros distribués.

A Force Ouvrière nous ne cautionnerons pas des décisions qui méprisent des femmes et des hommes dans leur dignité.

Nous ne manquerons pas de les tenir largement informés de cette situation et ils apprécieront à leur juste valeur les mesures qui seront mises en place.

Bordeaux, le 7 avril 2022.